

Extradition d'Assange, un nouvel acte d'accusation élargit les accusations d'intrusion informatique: Eventuelle opération d'infiltration du FBI ?

24 juin 2020 Par Joe Lauria pour Consortium News <https://consortiumnews.com/2020/06/24/assange-extradition-assange-hit-with-new-superseding-indictment-broadening-computer-intrusion-charges/>

Joe Lauria est rédacteur en chef de Consortium News et ancien correspondant du Wall Street Journal, du Boston Globe, du Sunday Times de Londres et de nombreux autres journaux. Il a commencé sa carrière professionnelle en tant que pigiste pour le New York Times. Il peut être joint à l'adresse joelauria@consortiumnews.com et suivi sur Twitter @unjoe .

Le ministère américain de la Justice a dévoilé mercredi le nouveau chef d'accusation contre le rédacteur en chef de WikiLeaks, qui vient s'ajouter ainsi aux accusations d'intrusion informatique existantes.

Le ministère de la Justice (DOJ : department of justice) a déclaré mercredi qu'il avait déposé une deuxième inculpation contre Julian Assange, responsable de WikiLeaks , actuellement en prison, celle-ci vient s'ajouter aux accusations existantes d'intrusion informatique.

"Le nouvel acte d'accusation n'ajoute pas de chefs d'accusation supplémentaires à l'acte d'accusation antérieur comportant 18 chefs d'accusation qui avait été rendus contre Assange en mai 2019", a déclaré le ministère de la Justice dans un communiqué de presse. "Il élargit cependant la portée de la conspiration entourant les prétendues intrusions informatiques dont Assange était précédemment accusé", précise le communiqué. "Selon le document d'accusation, Assange et d'autres membres de WikiLeaks ont recruté et convenu avec des pirates informatiques de commettre des intrusions informatiques au profit de WikiLeaks".

Le communiqué du DOJ précise que le nouvel acte d'accusation affirme que : *"En 2012, Assange a communiqué directement avec un chef du groupe de hackers LulzSec (qui coopérait alors avec le FBI), et a fourni à LulzSec une liste de cibles à pirater. En ce qui concerne l'une de ces cibles, Assange a demandé au responsable de LulzSec de rechercher (et de fournir à WikiLeaks) des courriels et documents, des bases de données et pdf. Lors d'une autre communication, Assange a déclaré au dirigeant de LulzSec que la diffusion la plus spectaculaire de documents piratés consisterait dans la divulgation de ceux de la CIA, de la NSA ou du New York Times. WikiLeaks a obtenu et publié des courriels issus d'une violation de données commise contre une société américaine de conseil en renseignement par un pirate informatique "Anonymous" affilié à LulzSec [Anonymous est un mouvement hacktiviste, se manifestant notamment sur Internet, NdT]. Selon ce hacker, Assange lui a indirectement demandé de spammer à nouveau cette société victime".*

Sabu

L'acte d'accusation cite Assange qui, lors de conférences de piratage, encourageait les hackers à obtenir une liste des "fuites les plus recherchées" de documents classifiés que WikiLeaks cherchait à publier.

Cela fournit de nouvelles accusations selon lesquelles Assange aurait chargé un "adolescent" d'un pays de l'OTAN non précisé de procéder à divers piratages "y compris des enregistrements audio de conversations téléphoniques entre de hauts fonctionnaires" de la nation membre de l'OTAN en question ainsi que des membres du parlement de ce pays. L'acte d'accusation affirme que Manning a "téléchargé des documents classifiés du Département d'Etat" concernant ce pays.

WikiLeaks a identifié l'"adolescent" comme étant Sigurdur Thordarson, " diagnostiqué sociopathe, un escroc condamné et un criminel sexuel" qui s'était fait passer pour Assange pour détourner de l'argent de WikiLeaks. One year ago WikiLeaks predicted the DOJ would rely on a convicted fraudster, Sigurdur Thordarson, to make up more bogus claims: June 7 2019 [@Wikileaks](#) Press Release 'DOJ preparing to file additional indictment against [#Assange](#) based on testimony by a convicted conman' pic.twitter.com/9q0aYmCJm

— WikiLeaks (@wikileaks) June 25, 2020

Thordarson, Islandais, est devenu informateur pour le FBI, et a été envoyé à Washington en mai 2019 pour un entretien avec le FBI.



Hector Monsegur, "Sabu" (Wikimedia Commons)

Selon le nouvel acte d'accusation, Assange aurait pu apprendre, grâce à un "accès non autorisé" à un site web de ce gouvernement, que la police de ce pays le surveillait. L'acte d'accusation indique que la source de cette information est un ancien membre d'Anonymous du nom de Sabu qui a travaillé avec WikiLeaks, il est identifié dans la presse comme Hector Monsegur. Ce dernier est devenu un informateur du FBI après avoir été arrêté en juin 2011.

Le même mois, le ministre islandais de l'Intérieur, Ögmundur Jonasson, a refusé l'entrée en Islande aux agents du FBI, affirmant que "des opérations de coups bas du FBI étaient en cours contre WikiLeaks". Il a déclaré que les agents avaient été envoyés pour solliciter "notre coopération dans ce que j'ai compris comme étant une opération de mise au point, pour piéger Julian Assange et WikiLeaks". Il reste possible que les nouvelles preuves contre Assange aient été obtenues dans le cadre d'une opération d'infiltration du FBI.

Jeremy Hammond, un hacker arrêté pour avoir obtenu les fichiers de Stratfor, est cité dans le nouvel acte d'accusation comme ayant révélé à Sabu, en décembre 2011, des informations concernant ses activités avec Assange. En septembre dernier, Hammond, qui purgeait une peine de 10 ans à Memphis, Tennessee, a été incité par les procureurs chargés de l'enquête sur Assange à venir à Alexandria, Virginie, pour le contraindre à témoigner contre Assange. Hammond a refusé.

Réitération des charges premières

Le nouvel acte d'accusation reprend les accusations d'espionnage et d'intrusion informatique existantes. A propos de ces dernières, le communiqué du DOJ dit : "En outre, la conspiration de piratage élargie continue

d'affirmer qu'Assange a conspiré avec l'analyste du renseignement de l'armée Chelsea Manning pour "cracker" le mot de passe d'un ordinateur classé du Département de la Défense des États-Unis."

Assange aidait Manning à se connecter, en tant qu'administratrice, à un système auquel elle avait légalement accès, non pour accéder à des informations classifiées, mais plutôt pour télécharger des jeux vidéo, des films et des clips musicaux interdits au personnel militaire américain, ont plaidé les avocats d'Assange au cours de la première semaine de son audience d'extradition en février à la Cour de la Couronne de Woolwich [La Cour de la Couronne est un tribunal pénal de première instance d'Angleterre et du pays de Galles, NdT], près de la prison de Belmarsh à Londres. Assange y est détenu en détention préventive en raison d'une demande d'extradition américaine pour 17 chefs d'accusation d'espionnage et celui d'intrusion informatique.

Un journalisme de routine

En 2010, Robert Parry, l'un des meilleurs journalistes d'investigation de son époque, et le fondateur de ce site, a écrit que le projet alors en suspens de l'administration Obama d'inculper Assange "pour avoir conspiré avec la soldate Bradley Manning pour obtenir des secrets américains, est au cœur du journalisme d'investigation sur les scandales de sécurité nationale". Parry ajoutait : *"C'est parce que le processus, pour les journalistes qui obtiennent des informations classifiées sur des crimes d'État, implique le plus souvent qu'un journaliste persuade un fonctionnaire du gouvernement d'enfreindre la loi, soit en lui remettant des documents classifiés, soit en lui communiquant au moins des informations secrètes. Il y a presque toujours un certain niveau de "conspiration" entre le journaliste et la source".* [C'est nous qui insistons sur le terme].



Feu Robert Parry

Parry a donc admis avoir encouragé ses sources à lui remettre des informations classifiées, même si cela signifiait commettre le délit mineur de divulgation d'informations classifiées, si cela pouvait contribuer à empêcher qu'un délit plus important soit commis. Assange a ainsi encouragé Manning à remettre des documents tels que la vidéo "Collateral Murder" dans l'espoir qu'elle puisse mettre fin à la guerre illégale en Irak. [bavure américaine, en 2007, survenue dans le cadre de la guerre d'Irak menée par la coalition alliée, durant laquelle un hélicoptère Apache américain a ouvert le feu au chain gun M230 30 mm sur un groupe de civils, comprenant notamment deux reporters de l'agence Reuters, NdT]

"Dans la plupart des cas, j'ai joué un rôle – grand ou petit – pour localiser les informations classifiées ou convaincre quelque fonctionnaire du gouvernement de divulguer certains secrets. Le plus souvent, j'ai été l'instigateur de ces "conspirations", a écrit Parry. Il ajoutait encore : *"Qu'il s'agisse de brosser un fonctionnaire angoissé dans le sens du poil afin qu'il révèle un secret ou d'exploiter un accès non autorisé à des documents classifiés – cela fait partie de ce que fait un journaliste d'investigation pour assurer la couverture des atteintes à la sécurité nationale. La règle de base traditionnelle est que c'est le travail du gouvernement de cacher les*

secrets et celui du journaliste de les découvrir".

Le New York Times a rapporté à l'époque que "les procureurs fédéraux examinaient la possibilité d'inculper Assange pour conspiration après que celui-ci ait prétendument encouragé ou aidé Manning à extraire des "fichiers militaires et du Département d'État classifiés d'un système informatique gouvernemental", a écrit Parry. L'article de Charlie Savage dans le Times note que si les procureurs déterminent qu'Assange a apporté une aide dans le processus, "ils pensent qu'ils pourraient l'accuser de conspirateur des fuites, et non pas seulement d'être le réceptionnaire passif des documents qu'il aurait ensuite publiés", a écrit Parry. C'est précisément ce que le Département de la Justice de Trump a fait dans le premier acte d'accusation d'intrusion informatique contre Assange et maintenant dans celui qui le remplace.

Today's new Superseding Indictment against Julian Assange is a further pathetic attempt by the DOJ to dupe the public. This is about the public's right to know and the right to publish.
Read:<https://t.co/xrMava9ud4> pic.twitter.com/5sXJjXJEBS

— WikiLeaks (@wikileaks) June 25, 2020

WikiLeaks identifie l'adolescent, source gouvernementale dans ces tweets :

The 'Star Witness' of the new superseding indictment is a diagnosed sociopath/ convicted conman/ child abuser/ FBI informant who was found guilty in Iceland of impersonating#Assange <https://t.co/Gd249hthhj>

— WikiLeaks (@wikileaks) June 25, 2020

Mr. Assange did not apply for such a visa at any time or author the document. The source is document fabricator & paid FBI informant Sigurdur Thordarson who was sentenced to prison for fabricating docs impersonating Assange, multiple frauds & pedophilia. <https://t.co/xzMfhctFx4>

— WikiLeaks (@wikileaks) September 17, 2018

Autres réactions

The Trump DOJ's attempt to imprison Julian Assange for working with his source to publish classified documents that exposed US war crimes is the most severe US threat to press freedom since 2016. It's sickening to watch so many journalists ignore it, & so many liberals cheer it: <https://t.co/bF9QaK4Y7I>

— Glenn Greenwald (@ggreenwald) June 24, 2020

■ Only 3 DAYS after this extended, moving interview with my sons fiancee Stella,

exposing his brutal, unlawful, persecution,
& revealing him to be a committed loving partner & father,
the US publicly announces NEW CHARGES against him!
Smearing him as a 'HACKER'

Co-incidence?? <https://t.co/NMBRj3CzF1>

— ?Christine Assange (@MrsC_Assange) June 25, 2020
